



BURKINA FASO

-----  
*La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons*

PRESIDENCE DU FASO

ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES,  
DES ARTS ET DES LETTRES  
DU BURKINA FASO

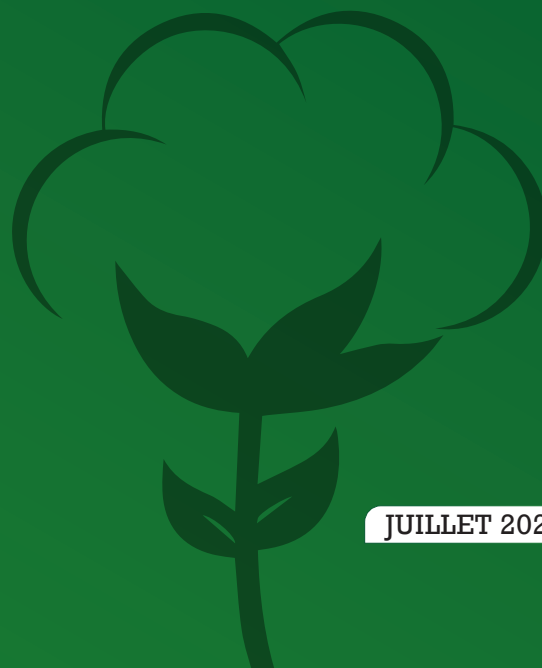


# LA FILIÈRE COTON

## AU BURKINA FASO

### ETAT DES LIEUX, ENJEUX ET PERSPECTIVES

## RAPPORT DE SYNTHÈSE



JUILLET 2025



**ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES,  
DES ARTS ET DES LETTRES  
DU BURKINA FASO**

**BURKINA FASO**

-----  
*La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons*

**PRESIDENCE DU FASO**



# **LA FILIÈRE COTON AU BURKINA FASO**

**ETAT DES LIEUX, ENJEUX ET PERSPECTIVES**

## **RAPPORT DE SYNTHÈSE**



JUILLET 2025



## Mot du President de l'ANSAL-BF

L'Académie Nationale des Sciences, des Arts et des Lettres du Burkina Faso (ANSAL-BF) est une société savante, apolitique, non confessionnelle et non syndicale, régie par les dispositions de la Loi n°021-2015/CNT du 11 juin 2015 modifiée par la Loi n°035-2021/AN du 16 novembre 2021. Elle a pour mission de mobiliser les savoirs scientifiques, artistiques et culturels afin d'éclairer les politiques publiques et de contribuer, par la connaissance, à la prospérité nationale. C'est dans cette perspective que l'Académie a entrepris, par auto-saisine, une étude intitulée « **La filière coton au Burkina Faso : état des lieux, enjeux et perspectives** », consacrée à un secteur qui demeure au cœur de l'économie du pays. La première phase de cette étude a permis d'établir un diagnostic complet de la filière, en analysant sa gouvernance, sa productivité, sa compétitivité ainsi que la transformation des produits et co-produits. Vingt-trois experts ont été mobilisés pour cette mission, dont les résultats ont été validés lors d'un atelier national tenu à Koudougou, le 17 octobre 2024, en présence des principaux acteurs du secteur. Sur la base de ce diagnostic et des enseignements tirés de missions d'échanges au Mali, au Cameroun et en Inde, l'Académie a mis en place un groupe d'une douzaine d'experts chargé d'élaborer des propositions

et recommandations concrètes pour la relance de la filière. Deux rapports complémentaires en sont issus : l'un consacré aux recommandations stratégiques et opérationnelles, l'autre présentant un nouveau modèle économico-social plus inclusif et durable.

Pour la validation de ces deux importants documents, l'ANSAL-BF a privilégié une démarche participative, reposant sur un dialogue direct avec les producteurs, les sociétés cotonnières, les acteurs de la deuxième transformation, les structures étatiques chargées d'appuyer les maillons de la filière. Cette concertation, unanimement saluée, a permis d'affiner les orientations proposées et d'en renforcer l'appropriation collective. Le présent **rapport exécutif** en synthétise les principaux enseignements. Il met en lumière les leviers de transformation identifiés et les perspectives de mise en œuvre des recommandations formulées, dans le but d'offrir aux décideurs et aux acteurs économiques un cadre stratégique pour refonder durablement la filière cotonnière. Je forme le vœu que cette initiative portée par l'ANSAL-BF puisse pleinement atteindre ses objectifs et ouvrir la voie à une transformation durable du secteur cotonnier.

**Dr Paco SEREME**

Président de l'ANSAL-BF  
Officier de l'Ordre de l'Étalon  
Officier de l'Ordre International des Palmes  
académiques du CAMES



# Introduction

**L**a filière coton occupe une place stratégique dans l'économie et le développement rural du Burkina Faso. Elle contribue à environ 4 % du PIB national et à 28 % du PIB agricole, faisant vivre directement ou indirectement plus de quatre millions de personnes. Plusieurs autres secteurs économiques situés en amont et en aval en dépendent, notamment le commerce, les banques et assurances, les fabricants d'intrants, l'industrie de transformation et les transports. Sur la période 2019 - 2023, le coton a représenté plus de 50 % des exportations agricoles et 7 % des exportations totales, ce qui en fait l'une des principales sources de devises du pays.

Au-delà des revenus qu'il génère, le coton joue un rôle structurant dans les agrosystèmes, en favorisant la diversification des cultures et en contribuant à la sécurité alimentaire. Son importance sociale est également considérable, puisqu'il constitue un secteur pourvoyeur d'emploi tout en contribuant au développement communautaire.

Depuis la libéralisation de la filière en 2004, la production est assurée par trois sociétés cotonnières : la SOFITEX à l'Ouest, la SOCOMA à l'Est et FASO COTON au Centre du pays. L'Association interprofessionnelle du coton du Burkina (AICB) regroupe producteurs (UNPCB) et sociétés cotonnières (APROCOP), tandis que le Secrétariat permanent de la Filière Coton Libéralisée (SP-FCL) assure le rôle de régulateur. Les acteurs de la seconde transformation comprennent les huiliers regroupés au sein de quatre organisations (ATOB, GHB, BASNERE et la GRAPE) et la confédération coton textile habillement (CCTH-Burkina). Les transporteurs regroupés au sein d'une faîtière de même que la recherche cotonnière à travers l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) soutiennent la filière.

Malgré ces acquis organisationnels, la rentabilité de la filière est compromise depuis 2018. La production continue de baisser en dépit des ressources provenant des sociétés cotonnières, des lignes de crédit ouvertes par les banques nationales et internationales et des subventions de l'Etat.

# 1. Principales contraintes de la filière coton

## 1.1. Gouvernance et organisation fragiles

Les problèmes de gouvernance constituent un frein majeur au développement de la filière.

- Les organisations de producteurs (notamment l'UNPCB et les SCOOPS-PC) souffrent de dysfonctionnements internes, de faiblesse de la cohésion et de mauvaise gestion des crédits et intrants.
- La caution solidaire, qui devait protéger les producteurs, engendre souvent des effets pervers et alimente les impayés récurrents.
- La filière demeure par ailleurs fortement dépendante des subventions publiques (soutien aux prix du coton graine, règlement des impayés). Ces appuis importants ont montré leurs limites. Ils n'ont pas permis de relever durablement la productivité ni de renforcer la compétitivité.

## 1.2. Faible productivité et compétitivité de la filière

La faible productivité est l'un des défis centraux. Entre 2014 et 2023, le rendement moyen était de 882 kg/ha de coton graine, soit un niveau nettement inférieur aux pays voisins (écart de 138 à 268 kg/ha). Les causes sont multiples :

- Qualité et coût élevé des intrants (semences, engrais, pesticides) ;
- Insuffisance et disparité d'appui conseil entre sociétés cotonnières ;
- Absence de synergie entre les dispositifs d'appui conseil existants (Etat, UNPCB, sociétés cotonnières) ;
- Faible adoption des bonnes pratiques agricoles ;
- Faible actualisation des itinéraires techniques ;
- Absence de débouchés structurés et insuffisance de la prise en compte (intrants et conseil agricole) des autres spéculations comme cultures de rotation limitant l'assolement ;
- Mécanisation limitée (35 % des exploitations encore manuelles) ;
- Raréfaction de la main-d'œuvre agricole.

La dégradation des ressources naturelles aggrave la situation : baisse de fertilité des sols, pratiques inadaptées, faible utilisation d'amendements organiques et phosphatés, pressions foncières et climatiques. Les ravageurs et maladies (jassides, viroses, fusarioses, bactérioses) et la résistance aux insecticides accentuent la vulnérabilité des cultures.



## 1.3. Faible transformation des produits du coton

Le secteur de la transformation du coton burkinabè dispose d'un potentiel à générer une importante valeur ajoutée. Cependant, des insuffisances existent notamment en termes d'accès et de gestion de la matière première, d'infrastructures et de qualification des ressources humaines.

Les contraintes majeures à la transformation locale sont :

- Non-disponibilité de matière première en quantité et de qualité, entraînant le fonctionnement en sous-capacité des industries de transformation de la fibre et de la graine ;
- Fraude et la contrefaçon dans l'approvisionnement du marché national en fil 100% coton pour répondre aux exigences du cahier de charges applicable aux labels « Faso Danfani » et « Koko Dunda ».
- Absence d'une politique fiscale et d'un climat des affaires appropriés pour créer un tissu de PME denses et compétitives ;
- Marché sous protégé de la concurrence, de la fraude et de la contrefaçon ;
- Non-respect par les acteurs des conditions de labélisation du « Faso Danfani » et du « Koko Dunda » ;
- Insuffisance d'une main d'œuvre qualifiée et diversifiée (textile en particulier) ;
- Absence d'infrastructures adaptées (zones industrielles saturées) ;
- Offre insuffisante d'énergie en quantité et en qualité ;
- coût élevé des facteurs de production (produits pétroliers, électricité et transport) ;
- Absence de transformation de coton destinée au domaine médical ;
- Faible productivité des technologies de transformation dans le secteur du tissage ;
- Faible articulation entre les acteurs de l'industrie et ceux de la production, de la recherche et des autres volets économiques ;
- Faible subvention accordée à la transformation.

## 1.4. Contraintes spécifiques au coton biologique

Le coton biologique, autrefois en expansion, est en déclin. Les causes principales sont :

- Insécurité qui entraîne l'abandon de nombreuses zones de production ;
- Faible fertilisation organique ;
- Manque de technicité des producteurs ;
- Baisse de la productivité (791 tonnes produites en 2023/2024) ;
- Viabilité économique de l'usine d'égrenage SECOBIO fortement compromise par des difficultés organisationnelles et un coût de production élevé (capacité installée de 17000 tonnes pour une capacité transformée atteignant rarement 2000 tonnes).

## 1.5. Chaîne de valeur incomplète

La vision de la politique nationale en matière de coton est loin d'être holistique car elle n'intègre pas véritablement le secteur de la transformation. En exportant 98 % de sa fibre, le Burkina Faso ne capte qu'une infime partie de la valeur ajoutée du coton, de sorte que les importants soutiens publics profitent davantage aux intermédiaires internationaux qu'à l'économie nationale, malgré les revenus générés pour les producteurs.

# 2. Enjeux stratégiques

Malgré ces contraintes, la filière coton demeure un levier essentiel pour :

- les revenus et la lutte contre la pauvreté en milieu rural ;
- la compétitivité internationale face aux autres pays africains producteurs ;
- l'industrialisation et la création d'emplois grâce au textile et à l'habillement ;
- la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale, par la rotation culturale et la gestion intégrée des ressources.

Le véritable enjeu est de passer d'un modèle subventionné essentiellement social et peu compétitif à un modèle durable, axé sur la productivité, la transformation locale et la transparence.



## 3. Propositions et perspectives

### 3.1. Amélioration de la gouvernance de la filière coton

L'amélioration de la gouvernance de la filière coton requiert un ensemble de mesures à mettre en œuvre à différents niveaux de responsabilité.

#### a. Ancrage institutionnel

- Appliquer le Protocole d'accord du 19 avril 2024 (2023-2028) qui définit les rôles de l'État et des opérateurs de la filière. De ce fait, chaque ministère concerné doit jouer le rôle qui lui est dévolu ;
- Formaliser et dynamiser la coordination interministérielle à travers un décret spécifique à la filière coton, précisant les rôles, surtout celui du ministère de tutelle ;
- Intégrer la filière coton dans les décrets d'attributions, d'organisation et de fonctionnement de chaque ministère, avec une mention explicite de leur contribution à la chaîne de valeur coton ;
- Inscrire la filière coton dans les politiques et stratégies sectorielles des ministères concernés ;
- Adopter un code spécifique du coton définissant un cadre économique favorable à la filière.

#### b. Maintien du Comité de haut niveau

- Maintenir le Comité de haut niveau, créé en 2019, pour assurer la relance durable de la production cotonnière et orienter son développement vers le renforcement de l'industrie nationale ;
- Confier à ce Comité trois missions principales :
  - ✓ définir les grandes orientations stratégiques de la filière, avec un accent sur la transformation locale du coton,
  - ✓ élaborer une politique et une stratégie de soutien à la transformation des produits cotonniers pour garantir une production durable,
  - ✓ superviser la mise en œuvre des directives et arbitrer les décisions nécessaires à la promotion de la filière.

### c. Gouvernance des organisations de producteurs (UNPCB et SCOOPS-PC)

- Relire et adapter les statuts des organisations de producteurs, y compris les critères d'éligibilité des dirigeants ;
- Assainir les structures en renforçant la transparence, la redevabilité des élus et la bonne gouvernance interne ;
- Recentrer l'UNPCB sur sa mission première : accompagnement de la production cotonnière et des cultures en rotation, avec une gestion rigoureuse de la distribution des intrants et des crédits ;
- Organiser l'acquisition des intrants par l'UNPCB, leur distribution aux SCOOPS-PC en collaboration avec les sociétés cotonnières ;
- Élaborer une typologie fiable des producteurs et SCOOPS-PC, basée sur le niveau de rendement, pour mieux cibler les appuis ;
- Améliorer la gestion de la caution solidaire et des procédures de commande et de mise en place des intrants pour réduire les impayés récurrents.

### d. Gouvernance des sociétés cotonnières

- Nommer des responsables ayant les profils adéquats pour chaque poste ;
- Instituer des audits réguliers et approfondis et/ou des contrôles internes sur les secteurs à risque de gestion avec, le cas échéant, l'appui de l'Autorité Supérieure du Contrôle d'État et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC).

### e. Règles communes pour tous les acteurs de la filière

- Appliquer rigoureusement les textes réglementaires existants ;
- Réduire l'interventionnisme politique et administratif dans la gestion de la filière ;
- Interdire la cooptation des responsables des SCOOPS-PC et de l'UNPCB par les autorités locales, coutumières, politiques ou administratives.

### f. Amélioration de la gestion de la filière

- Reconstituer et rendre efficient le fonctionnement du **Fonds de lissage (FdL)** et du **Fonds intrants coton (FIC)** ;
- Redynamiser le FIC (créé en 2012) afin de réduire le coût des intrants pour les producteurs ;
- Mettre en place un mécanisme interne d'autofinancement des cultures de rotation (maïs, sorgho, riz pluvial, sésame, soja).

### **g. Subventions et financement de la filière**

- Réformer le système de subventions en les répartissant :
  - ✓ aux producteurs, en les indexant sur les volumes produits et la productivité,
  - ✓ aux transformateurs pour développer la chaîne de valeur coton-textile-habillement.

### **h. Réduction de la dépendance vis-à-vis de l'État**

- Promouvoir l'autofinancement par les acteurs de la filière ;
- Établir des partenariats directs avec des fournisseurs crédibles d'intrants ;
- Mobiliser les fabricants nationaux (SOBIMAP, SEPB, SAPHYTO, etc.) et développer des unités locales de production d'intrants.

### **i. Prévention et gestion des risques économiques et sécuritaires**

- Améliorer la productivité et les rendements pour compenser la baisse des recettes fiscales et d'exportation ;
- Recentrer la culture du coton dans les zones sécurisées ou reconquises ;
- Sécuriser la production par une meilleure logistique (réduire le stockage prolongé) ;
- Développer la culture cotonnière intensive irriguée dans les pôles de croissance (Bagré, Sourou, Samandéni).

## **3.2. Amélioration de la productivité et compétitivité**

Le renforcement de la productivité et la compétitivité de la filière coton passe par l'amélioration des facteurs de production, de l'appui-conseil, de la mécanisation et de la recherche.

### **a. Qualité des facteurs de production**

#### **▪ Semences**

- ✓ renforcer la sélection variétale grâce à une meilleure exploitation des ressources génétiques,
- ✓ appliquer rigoureusement les paquets technologiques pour atteindre le potentiel actuel (2–3 t/ha),
- ✓ élaborer des manuels et règlements techniques pour la production et le contrôle qualité des semences et envisager à moyen terme des structures autonomes de production semencière.
- ✓ engager une réflexion sur la réintroduction du coton génétiquement modifié, combinant meilleures performances agronomiques et caractéristiques technologiques conformes aux exigences du marché.

## ▪ **Pesticides et engrais**

- ✓ renforcer les capacités des producteurs en gestion phytosanitaire ;
- ✓ créer un laboratoire national de diagnostic et de contrôle des pesticides ;
- ✓ évaluer les résidus de pesticides dans l'environnement et la chaîne alimentaire.

## **b. Amélioration de l'appui-conseil**

- ✓ Augmenter le ratio agents d'appui-conseil/producteurs ou agents/superficie en recrutant davantage d'animateurs et en intégrant les compétences endogènes ;
- ✓ Renforcer la complémentarité entre les dispositifs d'appui-conseil existants (État, sociétés cotonnières, UNPCB) ;
- ✓ Adapter l'appui-conseil à la typologie des exploitations et intégrer la problématique de l'élevage dans les systèmes de production.

## **c. Mécanisation des exploitations**

- Mettre en œuvre un programme spécifique de mécanisation afin d'accroître l'efficacité et la productivité des exploitations cotonnières.

## **d. Durabilité des systèmes de production**

- Promouvoir des pratiques agroécologiques et agroforestières, avec un accent sur la gestion intégrée de la fertilité des sols, l'utilisation de fertilisants et pesticides organiques et la lutte contre la dégradation des ressources naturelles.

## **e. Renforcement de la recherche scientifique et technique**

- Développer de nouvelles formules d'engrais et des pratiques culturales innovantes, économes en intrants et respectueuses de l'environnement ;
- Mettre en place une lutte intégrée contre les ennemis des cultures et réduire les risques liés aux produits phytosanitaires ;
- Réaliser des études d'impact pour mesurer la contribution des innovations à la performance économique des exploitations cotonnières ;
- Recruter de nouveaux profils spécialisés (phytopathologie, mécanisation, irrigation, biotechnologie, transformation agro-industrielle) ;
- Assurer la formation continue des chercheurs et moderniser les infrastructures de recherche, les équipements scientifiques.

### 3.3. Amélioration de la transformation (fibre et graine)

L'amélioration de la transformation de la fibre et de la graine de coton repose sur plusieurs volets visant à dynamiser la chaîne de valeur, accroître la valeur ajoutée locale et renforcer la compétitivité nationale.

#### a. Disponibilité et valorisation de la matière première

- Augmenter la production de coton graine pour renforcer la disponibilité en fibre et graine et asseoir une véritable stratégie d'industrialisation autour du coton ;
- Diversifier l'offre en matières premières oléagineuses (soja, tournesol, arachide) et dès à présent, soumettre ces produits à des autorisations spéciales d'importation et d'exportation ;
- Faciliter l'accès aux teintures de qualité, respectueuses de l'environnement pour relever la compétitivité des tissus locaux ;
- Mettre en place des politiques attractives favorisant l'investissement dans l'industrie textile afin de développer localement la filature, le tissage, le tricotage, l'impression et la couture ;
- Soutenir (Etat et partenaires) l'artisanat textile, afin de renforcer ses capacités opérationnelles et sa complémentarité avec l'industrie.

#### b. Gestion et régulation de la matière première

- Créer une centrale de collecte et distribution de la fibre produite localement ;
- Obliger les sociétés cotonnières à réserver 5 à 30 % de leur production de fibre au marché local ;
- Adopter une stratégie nationale de valorisation du sous-secteur textile et habillement ;
- Renforcer la lutte contre la fraude et la contrefaçon en consolidant les moyens et capacités opérationnels des organismes de contrôle de l'Etat et instaurer des sanctions dissuasives à l'encontre des contrevenants ;
- Faciliter l'accès au fil et instaurer l'apposition obligatoire du label « Faso Danfani » sur les produits de l'artisanat national ;
- Adopter des mesures de protection pour les industries locales de transformation ;
- Assainir le circuit de distribution de la graine destinée aux huileries ;
- Structurer la filière huilerie afin d'assurer un meilleur encadrement des acteurs et sa pleine intégration dans le dispositif de concertation coton-textile-habillement.

### **c. Qualification des ressources humaines**

- Renforcer la formation spécialisée à tous les niveaux de la chaîne de valeur (égrenage, filature, tissage, confection, etc.) ;
- Former des ingénieurs, techniciens supérieurs et ouvriers qualifiés afin de constituer une main-d'œuvre compétente et suffisante pour le secteur.

### **d. Soutien aux maillons de la filière de transformation**

- Assurer une meilleure gestion de la subvention accordée à la filière en destinant une partie aux transformateurs à travers la structure en charge de la gestion des stocks de matières premières ;
- Développer le maillon confection, en s'appuyant notamment sur le textile artisanal et en s'inspirant des modèles de réussite ;
- Promouvoir la production de consommables médicaux à base de coton pour répondre à une demande croissante, via l'essor du technopole pharmaceutique.

### **e. Infrastructures et cadre industriel**

- Mobiliser et aménager des zones industrielles dans les régions productrices ;
- Garantir une énergie fiable, en quantité et à coût compétitif (54 FCFA/kWh) ;
- Mettre en place un contrôle qualité rigoureux sur l'ensemble des produits transformés ;
- Créer un Centre technique coton pour fournir une assistance technique aux entreprises du textile-habillement et renforcer les installations de l'IRSAT pour l'huilerie.

## **3.4. Amélioration du coton biologique**

Les propositions d'amélioration formulées au volet production et la productivité s'appliquent également au coton biologique.

Dans le domaine de la transformation :

- Faire évoluer le modèle économique de SECOBIO pour qu'elle prenne en charge l'ensemble de la chaîne de valeur coton biologique depuis la production jusqu'à la commercialisation ;
- Obliger SECOBIO, tout comme les autres sociétés cotonnières à réserver 5 à 30 % de sa production de fibre au marché local.

### 3.5. Vers une approche chaîne de valeur coton

Une véritable approche chaîne de valeur permettrait d'assurer une gouvernance efficace, de renforcer la cohésion entre acteurs et de soutenir un développement durable et compétitif de la filière coton. Pour ce faire, il faudrait :

- Combler les maillons manquants en incluant la seconde transformation et les transporteurs :
  - ✓ les tritrateurs afin qu'ils disposent d'un espace dédié pour échanger sur les enjeux qui les concernent ;
  - ✓ la confédération coton textile habillement du Burkina (CCTH-B) en définissant clairement sa place dans les textes officiels de la chaîne de valeur ;
  - ✓ les transporteurs pour améliorer la transparence dans l'attribution des bons de transport, le règlement des factures, et la mise en conformité du parc de camions (normes UEMOA, GPS) ;
- Renforcer les liens entre tous les acteurs, de la production à la consommation finale en mettant en place un cadre permanent de concertation permettant de discuter des problématiques sectorielles, de proposer des solutions adaptées et de renforcer la cohésion autour des enjeux stratégiques liés à la chaîne de valeur coton.

## 4. Conclusion

Le modèle actuel à vocation sociale de la filière coton est à bout de souffle avec une productivité trop faible, une transformation limitée, une dépendance aux subventions et des problèmes de gouvernance fragilisant sa durabilité.

Il convient dès lors d'envisager un nouveau modèle plus adapté aux exigences de l'économie moderne très compétitive tout en prenant en compte l'aspect social. Il s'agit d'un **modèle économico-social** de chaîne de valeur du coton. Ce modèle vise à :

- Garantir la durabilité, la compétitivité et l'équité sociale de la filière coton ;
- Insister sur la responsabilisation, la bonne gouvernance et la réduction de la dépendance financière ;

Son opérationnalisation suppose une réorganisation institutionnelle et des mécanismes de financement durables.



# Principales recommandations

La filière coton reste une colonne vertébrale de l'économie burkinabè, mais son modèle actuel est à bout de souffle. La productivité trop faible, la transformation limitée, la dépendance aux subventions et les problèmes de gouvernance fragilisent sa durabilité.

Pour relancer la filière et lui redonner toute son importance stratégique, neuf recommandations clés s'imposent :

1. Adopter un nouveau modèle économique-social en passant d'un modèle essentiellement social à un modèle économique-social centré sur la rentabilité ;
2. Créer de la valeur ajoutée à l'échelle nationale en privilégiant la transformation et la consommation locale de la fibre plutôt que l'exportation brute ;
3. Réviser le modèle économique des sociétés cotonnières pour les impliquer directement ou indirectement dans tous les segments de la transformation (huilerie, textile, habillement) ;
4. Définir un nouveau schéma d'organisation de la filière à partir de trois options :
  - Maintenir le statu quo avec trois sociétés cotonnières (SOFITEX, SOCOMA, FASO COTON) ;
  - Ouvrir le zonage à de nouveaux opérateurs privés selon le modèle intégré ;
  - Revenir à une société cotonnière unifiée.

L'option retenue devra intégrer la recommandation sur la révision du modèle économique des sociétés cotonnières.

5. Renforcer le rôle du Secrétariat Permanent de la Filière Coton (SP/FCL) en tant que régulateur central, avec des prérogatives élargies à l'ensemble de la chaîne coton-textile-habillement et des capacités accrues, conformément à son décret de création ;



**ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES,  
DES ARTS ET DES LETTRES  
DU BURKINA FASO**

---

Siège Social : Ouagadougou - Ouaga 2000  
01 BP 1910 Ouagadougou 01  
Tél.: 00226 25 37 45 56  
E-mail : [academie@ansal.bf](mailto:academie@ansal.bf)